

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**FOURNITURE D'UN VEHICULE INDUSTRIEL ELECTRIQUE
D'OCCASION DE CATEGORIE N3 POUR LA FILIERE
AUTOMOBILE DU CFA CCI LE MANS**

MARCHE N° 2024RTPF5052

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché public de fournitures

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	3
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	3
5.2	Revue de contrat du marché	4
ARTICLE 6	BON DE COMMANDE	4
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	4
7.1	Contenu des prix	4
7.2	Mois d'établissement des prix	4
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	4
7.4	Application de la valeur à taxe ajoutée	4
7.5	Clause de sauvegarde	5
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	5
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE	5
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	6
ARTICLE 11	ASSURANCE	6
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	6
12.1	Païement	6
12.2	Echéance	6
12.3	Modalités de transmission de la facturation	6
12.4	Clause d'escompte pour paiement anticipé	7
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
13.1	Mise en Œuvre	7
13.2	Cession	7
13.3	Sous-traitance	8
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	8
14.1	Préambule	8
14.2	Fourniture d'un véhicule industriel catégorie N3	8
14.3	Livraison et démonstration de fonctionnement	9
ARTICLE 15	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	9

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne la fourniture d'un véhicule industriel électrique d'occasion de catégorie N3 à des fins pédagogiques pour la [filière automobile](#) du CFA CCI LE MANS.

Dans le cadre d'une acquisition assujettie à un financement externe le montant maximal du marché est plafonné à 310 000 € TTC.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 14 du présent CCP (cahier des clauses particulières).

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

Cette consultation en procédure formalisée d'appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions des articles R2124-1 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : à compter de la date de sa notification.

Durée du marché : Marché ponctuel, délai de livraison figurant sur le devis.

Le délai d'exécution du marché part de la date de prise d'effet et prend fin après satisfaction des modalités de vérification et d'admission des prestations.

Le délai d'exécution d'un bon de commande part de la date de sa notification et son expiration est déterminée selon modalités prévues au 13.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Annexe RGPD,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 [Prise en compte par le titulaire de l'organisation](#)

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

L'interlocuteur référent de la CCI est :

Laurent LE BARBIER
Responsable Filière Automobile - Mécanique – Carrosserie
CFA CCI Le Mans Sarthe
M. 06 40 32 85 28
T. 02 43 40 60 69
132 rue Henri Champion

72100 Le Mans

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Sans objet.

ARTICLE 6 BON DE COMMANDE

La prestation fait l'objet d'un bon de commande comportant au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris le transport, l'emballage, la manutention, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ils tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Avant toute exécution de la prestation, le devis devra être accepté par le pouvoir adjudicateur concerné par l'intermédiaire d'une commande.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tout ordre, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

La facturation mentionne le numéro de marché.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Le prix des prestations est forfaitaire, définitif et ferme.

7.4 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

7.5 Clause de sauvegarde

Sans objet.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Sans objet.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial. Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

La CCI s'autorise la modification du contrat sans condition de montant pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matières premières et de l'énergie, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat. Le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont les suivantes :

- Evènement imprévisible, extérieur aux parties et d'ampleur conduisant à une hausse des prix de matières ou d'énergie ou des difficultés d'approvisionnement, voire de pénurie impactant les conditions d'exécution et ou impactant la qualité des prestations

La CCI détermine le seuil de déclenchement à 10% d'augmentation des prix. La CCI et le titulaire entament un dialogue ; sur la base d'un mémoire justifiant la hausse des prix, ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique initial du contrat ; concourant à une fixation consensuelle d'une solution afin d'adapter les conditions d'exécution ou des prix selon les cas.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect d'un délai contractuel (remise de document, livraison, exécution d'une prestation, ...) :

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de : 30 € forfaitaire + 0.01% du montant de la commande.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paiement

Les factures seront adressées, idéalement par numéro, à la Direction Financière de la CCI, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Le montant de la facture sera détaillé.

Nous devons transmettre la facture acquittée à notre financeur externe au plus tard le **30/11/2025 inclus**.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET 187 200 928 000 13**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché : 2024RTPF5052**

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

12.4 Clause d'escompte pour paiement anticipé

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 à R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par la CCI. Toutefois, afin d'optimiser la gestion de trésorerie et de bénéficier de conditions financières avantageuses, la CCI invite les candidats à proposer un escompte pour paiement anticipé.

Les candidats sont invités à indiquer dans leur offre le taux d'escompte qu'ils consentent en cas de paiement anticipé par la CCI. Le taux d'escompte doit être exprimé en pourcentage du montant total hors taxes de la facture et doit préciser les délais de paiement correspondants.

La CCI se réserve la possibilité de bénéficier de l'escompte proposé par le titulaire en procédant au paiement anticipé des factures. Le montant de l'escompte sera déduit du montant total hors taxes de la facture correspondante. Les modalités de calcul de l'escompte seront les suivantes :

- Pour un paiement effectué dans un délai de 20 jours à compter de la réception de la demande de paiement, le taux d'escompte appliqué sera de **X %**.
- Pour un paiement effectué dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement, le taux d'escompte appliqué sera de **Y %**.

L'escompte proposé par le titulaire ne sera applicable que si les conditions suivantes sont remplies :

- La demande de paiement est conforme aux stipulations du marché et ne comporte aucune réserve.
- Le paiement anticipé est effectué par la CCI dans les délais spécifiés pour bénéficier de l'escompte.

Le taux d'escompte proposé par le titulaire pourra être révisé à la baisse en cours d'exécution du marché, sous réserve d'un accord écrit entre les parties. Toute modification du taux d'escompte devra faire l'objet d'un avenant au marché.

Les factures émises par le titulaire devront mentionner explicitement le taux d'escompte applicable et le montant de l'escompte déduit en cas de paiement anticipé par la CCI.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

14.1 Préambule

Dans le cadre d'une acquisition assujettie à un financement externe le montant maximal du marché est plafonné à 310 000 € TTC.

La décarbonation du transport est en marche depuis quelques années. Si le chemin et l'application des amendes liées aux normes CAFE dans le véhicule particulier suscite encore des débats du fait de l'écart offre-demande encore significatif, le fait que le futur sera 100% décarboné fait désormais consensus. Et quelles que soient les modalités de cette décarbonation, il ne fait plus de doute que l'électrique y jouera un rôle majeur.

Dans ce contexte, le Centre de Formation d'Apprentis (CFA) préparant les jeunes aux métiers des véhicules industriels se doit de les préparer à l'entretien des véhicules industriels électriques.

Le véhicule est destiné à être un support pédagogique.

14.2 Fourniture d'un véhicule industriel catégorie N3

Acquisition d'un véhicule industriel électrique d'occasion de catégorie N3 dédié à des formations donnant accès aux métiers des services de l'automobile. Ce véhicule pourra occasionnellement circuler sur la voie publique.

Avec ou sans certificat d'immatriculation.

Véhicule d'occasion

Kilométrage maximal : 30 000 KM

Si le véhicule est déjà immatriculé : date de 1^{ère} mise en circulation au-delà du 1^{er} janvier 2023.

Quantité : 1

Caractéristiques minimales :

Pour satisfaire au référentiel pédagogique, le véhicule doit être un fourgon avec cabine courte avec un PTC de 19 tonnes équipé de moteurs électriques :

- Moteurs : 2 au minimum avec puissance unitaire minimum d'environ 200kw,
- Boite de vitesse robotisée minimum 2 rapports,
- Capacité électrique nette mini d'environ 200 kwh,
- Batteries : au nombre mini de 4 avec 250kwh minimum chacune,
- Recharge possible des batteries :
 - Via station de recharge courant continu DC (pleine recharge entre 1h30 et 8h00),
 - Ligne 32A triphasée 400V avec prise 5 pôles diam 7 cm (pleine charge en 8 heures),
 - Borne 22kw (pleine charge en 8 heures),
- Cable de recharge 7 mètre minimum,
- Caisse : dimensions minimales intérieures environ Longueur 8m x Largeur 2m40 x Haut 2m50,
- Porte arrière relevante,
- Hayon rétractable 4 vérins, puissance 2000 kg,
- Suspension avant et arrière pneumatique.

Le véhicule doit être équipé d'au minimum des éléments suivants :

- Tachygraphe numérique,
- Avertisseur de collision et freinage d'urgence,
- Aide au maintien de trajectoire,
- Parebrise dégivrant,
- Limiteur de vitesse,
- Caméra 360°.

Exigences complémentaires :

- Le candidat doit prévoir dans son offre les démarches d'immatriculation à ses frais, ce cout est compris dans l'offre remise.
- Le candidat doit prévoir la fourniture et l'installation d'une borne de recharge extérieure 22kw au sein de nos espaces techniques, par ses soins ou un sous-traitant qu'il devra déclarer avant intervention, ce cout est compris dans l'offre remise.
- Le candidat indique si le véhicule est sous Garantie constructeur, il précise dans son offre la durée et le contenu/exclusions de celle-ci. Concernant la garantie, le candidat indique la typologie (constructeur, occasion), l'objet (véhicule, batteries, motorisation) et la durée. Si multiples, à préciser en annexant les conditions générales de prise en charge sous garantie.
- Le candidat prévoit dans son offre une démonstration de fonctionnement du véhicule à l'équipe pédagogique du CFA, les couts de déplacement, restauration, hébergement éventuels sont compris dans l'offre.

La réponse à l'offre de base, **véhicule d'occasion**, est obligatoire avant de pouvoir présenter une variante en véhicule neuf.

14.3 Livraison et démonstration de fonctionnement

Le véhicule est à livrer à l'adresse ci-dessous :

- CCI DU MANS ET DE LA SARTHE
Filière mécanique peinture carrosserie
132 rue Henri Champion
72100 LE MANS

Le site est sécurisé avec barrière et code d'accès, contact pour organiser et faciliter la livraison :

Laurent LE BARBIER
Responsable Filière Automobile - Mécanique – Carrosserie
CFA CCI Le Mans Sarthe
M. 06 40 32 85 28
T. 02 43 40 60 69
132 rue Henri Champion
72100 Le Mans

La démonstration de fonctionnement à l'équipe pédagogique s'effectue à la même adresse.

ARTICLE 15 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire